

Impôt sur le revenu—Loi

C'est peut-être là ce que le ministre voulait dire au cours de l'entrevue qu'il a accordée, le 12 janvier, au *Globe and Mail*, lorsqu'il a déclaré qu'il ferait baisser graduellement le déficit, en partie au moyen d'un rajustement économique. Ce rajustement consiste pour lui à prendre l'argent dans la poche des autres pour le mettre dans la sienne. Voilà le rajustement économique qui semble être le clou de sa politique d'après le Conseil économique du Canada.

Au cas où quelqu'un dirait que l'on ne peut faire confiance au Conseil économique du Canada, qu'il est partial et qu'il ne faudrait donc pas le croire quand il dit que la politique énergétique proposée par le ministre va aggraver la situation, je voudrais porter à l'attention de la Chambre un document intitulé «The Canadian Review», publié par Data Resources of Canada, entreprise de Toronto qui se spécialise dans l'élaboration de modèles économiques. Les experts de cette société ont, eux aussi, mis au point un modèle de l'économie canadienne, ils ont analysé le budget, et ils ont des choses à dire à ce propos. Je cite un extrait de cet article:

... néanmoins, le budget n'aura à court terme que peu d'effet sur la croissance économique réelle. Étant donné que la réaction des ménages, des entreprises et des gouvernements aux nouveaux programmes d'incitations énergétiques ne se fera sentir qu'à retardement, les dépenses continueront sans doute à croître plus lentement que les recettes jusqu'en 1982. Le budget constitue donc un facteur supplémentaire d'affaiblissement de la reprise prévue en 1981-1982.

On lit plus loin:

Comparé à la solution de base, sans changement de politique...

Autrement dit, sans budget.

... les effets économiques du budget sont plus prononcés puisque les changements prévus des prix de l'énergie sont plus importants. Les prix à la consommation augmentent de 1.2 p. 100 en 1981 et de 1.7 p. 100 en 1982. Le PNB réel diminue de 1.1 p. 100 en 1981 et de 2 p. 100 en 1982.

Ces experts concluent donc eux aussi, tout comme ceux du Conseil économique du Canada, que le budget va faire empirer les choses d'au moins 1.1 p. 100 en 1981 et de 2 p. 100 en 1982, par rapport aux prévisions du gouvernement. Toutefois, le groupe de Data Resources a eu le mérite d'examiner les effets secondaires de cette politique économique. Il a tenu compte dans ses analyses du fait que le gouvernement fédéral n'ayant pu s'entendre avec les provinces productrices, le gouvernement de l'Alberta a mis en veilleuse certains grands projets, ce qui a incité un certain nombre de sociétés à annuler leurs projets. Il s'ensuit que beaucoup de projets sur lesquels on comptait, comme de nouvelles usines d'exploitation des sables bitumineux ou d'extraction du pétrole lourd, de nouveaux projets pétroliers et gaziers, ne seront pas réalisés.

La société Data Resources a effectué des recherches à ce sujet et constaté que les effets secondaires auxquels ni le Conseil économique du Canada ni le ministère des Finances ne seront intéressés, contribueront à réduire de 0.7 p. 100 la production réelle en 1981, et de 1 p. 100 en 1982, sans parler des énormes pertes de revenus pour l'État. Le déficit fédéral augmentera ainsi en 1981 de 1.2 p. 100 et de 2.5 p. 100 en 1982. Ce qui revient à dire que les chiffres que nous a donnés le ministre au sujet de la réduction du déficit—lorsqu'il a dit que celui-ci, qui serait en 1981 de 14.2 milliards, passerait à 13.7 milliards en 1982—sont inexacts. Selon Data Resources, le déficit ne sera pas de 13.7 milliards en 1982, mais de 15.2 milliards. En d'autres termes le déficit va continuer de croître.

Il y a peu de doute possible à ce sujet. D'ici là, il se pourrait bien que le ministre des Finances occupe d'autres fonctions importantes et qu'il n'ait plus à se préoccuper de la chose. Ce sera à son successeur d'expliquer pourquoi la réalité et les prévisions ne concordent pas. C'est là une situation alarmante dont tout vrai Canadien devrait se préoccuper...

Une voix: Quel lapsus!

M. Andre: Tous les Canadiens, si vous préférez—c'est la même chose—qu'on donne ce genre de faux renseignements, qu'on permette ainsi à nos hommes politiques d'induire le public en erreur de propos délibéré.

Pourquoi au juste notre économie est-elle en aussi mauvaise posture et que devons-nous faire pour y remédier? L'une des meilleures analyses de la situation parue récemment dans les médias populaires a été publiée sous la signature de Don McGillivray, de Southams, dans la *Gazette* de Montréal du 14 janvier; il y parle de ceux qui croient que l'inflation et le chômage sont liés et de ceux qui pensent qu'en accroissant le chômage on peut réduire l'inflation. Il affirme que ce sont ces derniers qui ont rédigé le budget MacEachen l'automne dernier. Il affirme:

Ils ont pondu la politique économique de M^{me} Thatcher en Grande Bretagne. Ils semblent être en train de prendre le dessus dans la prochaine administration du président élu Ronald Reagan aux États-Unis.

Et il ajoute que ces gens-là, convaincus qu'il faut échanger l'inflation contre le chômage «parlent, dans une langue pour ainsi dire chiffrée, de restrictions, d'évolution graduelle et de politiques de demande anti-inflationnistes.»

● (1510)

Si ces mots ont un accent tellement familier, c'est qu'ils ont été repris par le ministre des Finances. La dernière expression était du gouverneur adjoint de la Banque du Canada. Cela nous indique un peu ce qui se passe réellement. Ce sont tous, d'après M. McGillivray, et je suis d'accord avec lui, des champions des politiques économiques de John Maynard Keynes qui dit que le gouvernement peut, par ses mesures budgétaires en période de marasme, raffermir la demande de biens et services et relancer ainsi l'économie, tout comme il peut réduire la demande en diminuant ses propres dépenses et en relevant les impôts en période de surchauffe. Ces personnes sont des keynésiens inconditionnels, paraissant s'imaginer qu'en haussant les taux d'intérêt, les consommateurs cesseront d'acheter des voitures et des maisons, de sorte que les fabricants de voitures et les constructeurs de maisons vont abaisser leurs prix mettant ainsi au chômage bien des personnes dont les espoirs seront déçus, tout ce processus ayant un effet déflationniste. Mais comme il le rappelle, la preuve existe déjà que les politiques keynésiennes sont inefficaces. M. McGillivray croit en avoir trouvé la cause et je pense que son explication est valable bien qu'elle ne réponde pas à toutes les questions: c'est que même les gens qui sont sans travail continuent de consommer. Ils cessent de travailler, ils cessent de produire, mais ils ne cessent pas de consommer.

Une voix: Que voulez-vous qu'ils fassent? Qu'ils crèvent?

M. Andre: Il semble que les députés néo-démocrates refusent d'entendre critiquer ce grand gourou.